



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/9214

Département de l'information • Service des informations et des accreditations • New York

Conseil de sécurité
5815^e séance – matin

LES NÉGOCIATIONS BILATÉRALES ENTRE ISRAËL ET L'OLP SE TIENNENT DANS UN CLIMAT VOLATILE, REGRETTE B. LYNN PASCOE, AVANT DE S'INQUIÉTER DE L'IMPASSE AU LIBAN

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a fait ce matin au Conseil de sécurité son exposé mensuel sur la situation au Moyen-Orient. M. B. Lynn Pascoe a indiqué qu'après la Conférence d'Annapolis au cours de laquelle Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont convenu de parvenir à un accord avant la fin de 2008, les deux parties ont commencé à négocier dès le 12 décembre.

Cinq jours plus tard à Paris, quelque 68 États et institutions internationales ont exprimé la force de leur engagement en annonçant une contribution de 7,4 milliards de dollars au financement du plan palestinien de développement et de réforme. Toutefois, a prévenu le Secrétaire général adjoint, la situation sur le terrain est toujours préoccupante compte tenu de la poursuite de la violence et des colonies de peuplement.

Au Liban, a-t-il aussi relevé, si l'opposition et la coalition du 14 mars se sont mis d'accord sur la candidature du général Michel Suleiman à la tête du pays, elles n'ont pas pour autant convenu de la marche à suivre pour organiser les élections présidentielles. La prochaine session du Parlement est prévue le 22 décembre.

Comme il s'agit probablement de la dernière réunion du Conseil de sécurité au cours de cette année, son Président pour le mois de décembre, M. Marcello Spatafora (Italie), a rendu un hommage très ému aux cinq membres sortants de « la famille » du Conseil, à savoir le Congo, le Ghana, le Qatar, le Pérou et la Slovaquie.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

Dans son intervention, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a rappelé que lors de la Conférence de Paris, le Quatuor a approuvé une dernière prorogation du Mécanisme international provisoire jusqu'à la fin du mois de mars 2008, en appelant les donateurs bilatéraux à reprendre leur assistance bilatérale directe à l'Autorité palestinienne. De son côté, l'Envoyé spécial du Quatuor, M. Tony Blair, continue ses efforts pour arracher aux parties un accord sur des projets communs « essentiels » à l'amélioration sur le terrain. Les deux parties se retrouvent désormais au sein d'un Comité permanent présidé par leurs Ministres des affaires étrangères.

Mais pour renforcer la confiance et améliorer la situation sur le terrain, a prévenu M. Pascoe, les parties doivent immédiatement mettre en œuvre les obligations qu'ils ont acceptées dans le cadre de la Feuille de route. Or, a-t-il dénoncé, des appels d'offre ont été lancés pour la construction de 307 nouvelles unités dans la colonie israélienne de Har Homa. En conséquence, le Secrétaire général a reçu des lettres de protestation de la part du négociateur en chef de l'OLP, du Secrétaire général de la Ligue des États arabes et du Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite.

Le Secrétaire général adjoint a réitéré l'appel du Quatuor visant à ce que les deux parties assurent des progrès dans la Phase I de la Feuille de route qui concerne le gel des colonies de peuplement, le retrait des avant-postes non autorisés et l'ouverture des institutions de Jérusalem-Est. Cette phase exige aussi des Palestiniens l'arrêt de la violence, du terrorisme et de l'incitation à la haine.

Dans ce cadre, a indiqué le Secrétaire général adjoint, l'Autorité palestinienne a déployé quelque 500 policiers dans la ville de Tulkarem, en Cisjordanie, pour saisir les armes détenues illégalement et rétablir l'ordre et la loi. Cette action a donné lieu à la montée des tensions entre les forces de sécurité et les militants armés. M. Pascoe a donc appelé la communauté internationale à appuyer la réforme des forces de sécurité pour les rendre plus efficaces. Il a aussi jugé essentielle la poursuite d'une coopération renforcée entre Israël et l'Autorité palestinienne.

L'insécurité se poursuit des deux côtés, a-t-il poursuivi, avant de condamner les 216 tirs de roquettes et de mortier à partir de Gaza vers Israël. Les forces de sécurité israéliennes ont mené des raids meurtriers à Gaza et le Jihad islamique a menacé de reprendre les attentats-suicide. À Gaza, la situation humanitaire demeure préoccupante et sans une reprise des importations et des exportations, les conditions sociales et économiques continueront de se détériorer, a conclu le Secrétaire général adjoint, avant d'en venir à la situation au Liban.

M. Pascoe a reconnu que l'absence d'un accord et le vide constitutionnel qui en découle sont très préoccupants. La situation actuelle est dangereuse et intenable. L'opposition continue d'exiger un accord sur la composition du futur gouvernement avant les élections présidentielles alors que la coalition du 14 mars soutient exactement le contraire. Il est d'une importance cruciale que tous les dirigeants libanais trouvent une solution pour la tenue immédiate des élections présidentielles.

Cela est d'autant plus nécessaire, a précisé le Secrétaire général adjoint, que la souveraineté et la stabilité du Liban continuent d'être attaquées comme en témoigne l'assassinat brutal du général François el-Hajj des Forces armées libanaises. Au Sud-Liban, la situation est restée calme même si un nombre accru de violations aériennes commises par Israël a été constaté à la fin du mois de novembre.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel